



Monsieur Marcel COLLA
Ministre des Pensions et de
la Santé publique
Boulevard Bischoffsheim, 33

1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.079/II/PF
MD/SH

Monsieur le Ministre,

En sa séance du 17 avril 1997, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée par une habitante de Genval parce que sur des extraits de compte faisant état des montants de pensions transférés par la C.G.E.R. sur le compte S.N.C.I. de l'intéressée, les mentions relatives à la C.G.E.R. sont rédigées en néerlandais.

La plaignante explique que suite à la fusion de la C.G.E.R. et de la S.N.C.I., l'agence C.G.E.R. de Genval a été supprimée et qu'à deux reprises, les services centraux de la C.G.E.R. ont transféré les montants de ses pensions sur son nouveau compte S.N.C.I.

Il ressort de l'examen de ces extraits ainsi que des renseignements communiqués par la C.G.E.R. (lettre du 9 janvier 97 et communications téléphoniques complémentaires des 4 et 5 février 97) que toutes les mentions concernant aussi bien les deux organismes débiteurs de pensions que la S.N.C.I. et l'intéressée elle-même, sont rédigées uniquement en français. Les seules mentions en néerlandais concernent le compte C.G.E.R. qui, en fait, est un compte technique servant aux remboursements. Le fait que ce compte apparaisse en néerlandais doit être dû à un problème technique dont l'origine est difficile à déceler.

*

*

*

La C.P.C.L. rappelle que, suite à la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, modifié par l'arrêté royal du 29 septembre 1993, la C.G.E.R.-Banque et la C.G.E.R.-Assurances ont été transformées en sociétés anonymes de droit privé. Toutefois, eu égard au maintien des missions particulières qui leur ont été attribuées avant le 1^{er} octobre 1993, par ou en vertu de la loi, ces établissements restent des sociétés "chargées d'une mission qui dépasse les limites d'une entreprise privée et que la loi ou les pouvoirs publics leur ont confiée dans l'intérêt général", au sens de l'article 1^{er}, §1^{er}, 2^o, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

En conséquence, la C.G.E.R.-Banque et la C.G.E.R.-Assurances restent soumises à ces lois coordonnées, à l'exception toutefois des dispositions concernant l'organisation des services et la situation juridique du personnel (article 1^{er}, §2, 2^{ème} alinéa, des L.L.C.).

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., l'envoi d'un extrait de compte de pensions constitue un rapport avec un particulier.

L'article 41, § 1^{er}, des L.L.C., dispose que les services centraux utilisent, dans leurs rapports avec des particuliers, celle des trois langues (français, néerlandais ou allemand) dont ces particuliers ont fait usage.

* *

*

La C.P.C.L. prend acte du fait qu'il s'agit d'une erreur due à un problème technique.

La plaignante aurait dû recevoir un extrait de compte rédigé uniquement en français. La plainte est recevable et fondée.

Copie du présent avis est notifiée au plaignant ainsi qu'au directeur général de la C.G.E.R.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS